

Communiqué de presse

Paris, le 16 juillet 2015

Conférence Financement du Développement à Addis-Abeba

Ambitions internationales pour le développement : un océan de renoncements !

L'ensemble des Etats membres de l'ONU viennent de finaliser leur Programme d'action à l'issue de la 3^{ème} Conférence internationale Financement du Développement à Addis-Abeba (Ethiopie). Les discussions ont été tendues entre les pays du Nord et du Sud jusqu'à la dernière minute autour d'enjeux clefs comme le financement de l'aide, les mécanismes de gestion de la dette ou encore d'un organe intergouvernemental sur la fiscalité. La communauté internationale a échoué à Addis à changer le cours des systèmes économiques injustes qui perpétuent la pauvreté et les inégalités.

Le Secours Catholique – Caritas France tient à marquer sa profonde déception concernant la très faible ambition de ce texte qui tourne le dos au multilatéralisme et à une approche universelle des questions de financement.

« Les pays riches ont refusé toute nouvelle initiative multilatérale pour traiter les enjeux économiques, financiers ou commerciaux qui concernent l'ensemble des pays de la planète, préférant conserver le pouvoir détenu au sein d'espaces restreints comme le G20 ou le FMI. La création d'un organisme fiscal international au sein de l'ONU a été le dernier sujet de discorde, mais les pays de l'OCDE ont repoussé une nouvelle fois cette demande au nom du principe de l'efficacité et au détriment de la légitimité démocratique » précise Grégoire Niaudet, Chargé de Plaidoyer International au Secours Catholique-Caritas France et présent à Addis-Abeba.

A force de s'opposer à la mise en place d'instances économiques plus inclusives, les pays les plus riches prennent le risque de voir les autres pays mettre en place leurs organismes financiers pour établir leurs propres règles fiscales, commerciales, financières alors que les défis majeurs de notre planète demandent une convergence et une ambition universelles. La responsabilité commune et partagée promue par les pays riches aurait dû s'accompagner d'un partage des droits et devoirs des Etats.

Ce repli des pays riches sur les instances restreintes de pilotage de l'économie s'accompagne d'un appel sans conditions au secteur privé pour financer les besoins gigantesques du développement.

« Si le secteur privé a un rôle important à jouer, cela ne peut se faire sans la mise en place de cadres contraignants permettant une promotion et un respect des droits économiques et sociaux. Tout cela a été évincé du texte final au profit de la mise en place des conditions d'un environnement favorable et d'incitations pour le secteur privé, ce qui peut entraîner une régression des droits de populations le plus vulnérables, ainsi qu'une financiarisation des enjeux d'intérêt public que l'on veut rendre aussi rentables que des activités de marchés financiers » ajoute Grégoire Niaudet.

Seule avancée par rapport aux précédentes déclarations sur le Financement du Développement, la mise en place d'un mécanisme de suivi des engagements pourra permettre de réaborder ces sujets et participer à la formulation de politiques inclusives et équitables.

En perspective de l'adoption de l'agenda Post 2015 sur le développement durable en septembre et de la tenue de la Conférence Climat en décembre, les Etats envoient un signal décourageant alors que l'ambition politique est une obligation en cette année 2015, cruciale dans la lutte pour un monde plus juste.

Sur twitter, suivez nos engagements « climat » via @CaritasClimat

Le Secours Catholique – Caritas France

En France, grâce à 3687 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de 67 400 bénévoles et de 971 salariés, l'an dernier 1 500 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2389 lieux d'accueil.

À l'international, en 2014, 719 opérations ont été menées dans 77 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas) et 3.2 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

Réseau partenarial : Association des Cités du Secours Catholique, Fondation Caritas France, Fondation Jean Rodhain, Tissons la Solidarité, Foncière Caritas Habitat

Contact presse : Sophie Rebours – 01 45 49 73 23 / 07 86 39 43 02
sophie.rebours@secours-catholique.org

www.secours-catholique.org



[@caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)



facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france